



Vendredi 14 juin 2024

Communiqué du bureau national

Barrer la route à la réaction ! En finir avec Macron ! Unité ouvrière !

Par centaines de milliers, travailleurs, jeunes, démocrates manifestent dans tout le pays pour dire leur refus de voir l'extrême droite accéder au pouvoir.

Oui, il faut barrer la route aux Bardella et autres Le Pen-Ciotti. Pour cela, il faut en finir, une fois pour toutes, avec Macron et sa politique qui leur ont ouvert la voie.

Car le 9 juin, Macron a été massivement rejeté. Il a perdu les deux tiers des voix obtenues deux ans auparavant. Macron représente 7% des électeurs inscrits. Il est minoritaire. Du strict point de vue de la démocratie, Macron doit partir.

Et pourtant, il reste. Et le 8 juillet, au lendemain des élections législatives, il sera toujours là. Ainsi le veut la V^e République. **À la tête d'une vaste coalition écartant « les extrêmes de droite et de gauche »,** comme il le réclame ; **ou d'une coalition d'union nationale dirigée par Bardella** comme Marine Le Pen vient de le proposer ; **ou bien encore dans un gouvernement de cohabitation avec le « nouveau front populaire » ; quel que soit le cas de figure, Macron sera là.** Au mépris de la démocratie, il présidera le Conseil des ministres du 10 juillet. Ainsi le veut la V^e République.

La Constitution fait de Macron le chef des armées et le garant des « engagements internationaux » de la France. Le 13 juin, il a déclaré, lors du sommet de l'OTAN, concernant l'envoi d'instructeurs militaires et la livraison de Mirage 2000-5 à l'Ukraine : *« Rien n'a été remis en cause. Les choses avancent comme elles ont été décidées. »*

Cela n'est pas acceptable. La démocratie exige que Macron, minoritaire, rejeté dans le pays, soit chassé.

Car dans la V^e République, le président a tous les pouvoirs. **Bien sûr, tous les gouvernements de cohabitation ne se valent pas.** Un gouvernement de

cohabitation Macron-Bardella avec les racistes, semi-fascisants, ennemis de la classe ouvrière, ennemis des droits des femmes, ennemis des droits ouvriers voudra dans tous les domaines aggraver la politique réactionnaire des gouvernements précédents. C'est pourquoi il faut lui barrer la route.

Pour autant, un gouvernement de cohabitation entre Macron et le « nouveau front populaire » sera-t-il à même de prendre les mesures radicales qu'appelle la situation si Macron, s'appuyant sur ces institutions, garde entre ses mains tous les pouvoirs ?

Le « nouveau front populaire » a rendu public son programme. Y sont proposées des mesures de « rupture » : l'abrogation de la réforme des retraites, de celle de l'assurance chômage. **Mais remarquons une mesure absente : la confiscation des 413 milliards de la loi de programmation militaire.** Logique, puisque, s'agissant de la guerre en Ukraine le « nouveau front populaire » s'engage à poursuivre les livraisons d'armes. Or la France, dans le cadre de l'Union européenne et de l'OTAN, a d'ores et déjà consacré des dizaines de milliards d'euros au financement de la guerre en Ukraine. Tout comme l'administration Biden, l'Union européenne et les pays de l'OTAN, qui ont déversé des centaines de milliards de dollars et d'euros dans cette guerre. Cette guerre est un véritable aspirateur à centaines de milliards, tous consacrés à détruire, ravager, prolonger la guerre et enrichir les marchands de canons. Et le programme du « nouveau front populaire » propose de poursuivre cela au nom de « l'urgence de la paix ». Comment comprendre ? Comment imaginer qu'un gouvernement du « nouveau front populaire » en cohabitation avec Macron puisse satisfaire les besoins dans les écoles, dans les hôpitaux, dans les services publics s'il continue de consacrer des milliards pour la guerre en Ukraine ? Comment comprendre cette

volonté de poursuivre les livraisons d'armes pour ce conflit sanglant ? Comment comprendre que nulle part dans ce programme ne soit remise en cause l'appartenance de la France à l'OTAN, pas plus qu'à l'Union européenne, tandis que la remise en cause de la V^e République est renvoyée à un avenir très lointain ?

Cela n'est pas possible ! **Les travailleurs et les jeunes de notre pays rejettent la guerre.** Ils ne veulent pas y participer. C'est la raison pour laquelle, pour notre part, nous poursuivons inlassablement la campagne pour dire : **pas un sou, pas une arme, pas un homme pour la guerre en Ukraine.**

Même avec une majorité du « nouveau front populaire », Macron voudra poursuivre – car la Constitution lui en donne le pouvoir – sa réforme réactionnaire du « choc de savoirs » dans l'Éducation nationale ou sa réforme anti-ouvrière de l'assurance chômage. Il voudra comme président poursuivre sa politique anti-ouvrière dans tous les domaines, contre la Sécurité sociale, contre le logement social.

Voilà pourquoi aujourd'hui, mobilisés par centaines de milliers pour bloquer la voie à l'extrême droite, nous avons le devoir de dire : répondre aux besoins du peuple travailleur, c'est non seulement bloquer la route à l'extrême droite, mais aussi chasser Macron et mettre à bas les institutions de la V^e République née du coup d'État militaire en 1958. Car ces institutions n'ont qu'une fonction : appliquer les diktats de la classe capitaliste.

Le « nouveau front populaire » affirme vouloir s'engager sur la voie de la rupture. **Des millions de travailleurs et de jeunes dans notre pays aspirent en effet à une véritable rupture avec ce régime, celui des capitalistes et des exploités.** C'est ce qui s'est exprimé le 9 juin dans le prolongement du grand mouvement de classe qui a vu des millions et des millions se mobiliser avec leurs organisations contre la réforme des retraites. C'est ce qui s'exprime à nouveau le 15 juin dans toutes les villes du pays.

Pour satisfaire les revendications du plus grand nombre, il ne suffit pas d'évoquer la « rupture » dans un texte, encore faut-il la mettre en œuvre : chasser Macron, balayer les institutions, convoquer une Assemblée constituante par laquelle le peuple pourra mettre en place un régime authentiquement démocratique. Bref, mettre sur pied de nouvelles institutions capables de répondre aux exigences du peuple travailleur et non pas, comme c'est le cas avec

la V^e République, à la botte d'une petite minorité d'exploiteurs, de profiteurs, de spéculateurs qui l'emportent toujours sur la volonté de la majorité.

Il y a urgence. Des millions de travailleurs et de jeunes se mobilisent dans des manifestations, mais aussi dans les entreprises, dans les assemblées, dans les grèves. Les revendications légitimes se relient à l'urgente nécessité de s'opposer à la progression de l'extrême droite.

Le 30 juin et le 7 juillet, pas une voix ne doit aller à l'extrême droite raciste et réactionnaire ! Pas une voix à la droite qui en est l'alliée ! Pas une voix à Macron et aux partis de sa coalition qui ouvrent la voie à la pire des réactions !

L'heure est la construction d'un authentique plan de lutte qui, dans l'unité, rassemblera travailleurs et organisations, un plan coordonné reliant l'exigence de la satisfaction de chaque revendication au combat d'ensemble pour la démocratie, pour les droits ouvriers. Un plan de lutte qui se fixe clairement l'objectif de chasser Macron, d'en finir enfin avec la V^e République et d'établir une République authentiquement démocratique, la République du travail.

Un tel objectif ne sera pas atteint par des combinaisons d'appareils. Il suppose l'action et la mobilisation de millions et de millions. C'est pour aider à ce mouvement que le Parti des travailleurs soumet ces propositions à la discussion. Pour se préparer aux combats qui viennent, pour les organiser, jeunes, travailleurs, venez renforcer les rangs du Parti des travailleurs.

PARTI DES TRAVAILLEURS	<i>Je souhaite adhérer</i>
Nom, prénom :	
Adresse :	
Code postal :	
Ville :	
E-mail :	
Bulletin à renvoyer à : Parti des travailleurs, BP 27 - 93101 Montreuil Cedex	